

# Élections régionales en Haute-Normandie



## Une croissance infinie dans un monde fini est une absurdité !

La **Décroissance** n'est pas la **Décroissance** de tout pour tous, ni un retour en arrière vers un pseudo bonheur perdu, mais **bien un virage, une bifurcation** que nous devons prendre afin de sortir des engrenages destructeurs de la société de croissance.

La **Décroissance** remet avant tout **en question notre société de consommation** mais sans hypothéquer nos acquis démocratiques, sociaux et culturels.

Avec ses meilleurs outils en « isme » que sont le capitalisme, le libéralisme économique, le productivisme..., la société de croissance accumule dramatiquement toutes les crises : **environnementale, sociale, économique, culturelle et politique.**

Devant ce constat, il est urgent de dire que : l'alternative ne sera pas « entre croissance et décroissance » mais bien entre « Décroissance volontaire et récession subie ».

Les problèmes sociaux et environnementaux de notre système ne pourront être résolus ni en ajustant quelques paramètres à la marge ni par les seules initiatives personnelles. Pour ces raisons, il est essentiel de proposer un projet politique capable de transformer ce modèle qui met en danger notre avenir. **C'est dans le cadre d'une « société de Décroissance » qu'il faut envisager la Décroissance.**



**Haute-Normandie-Décroissance**

<http://decroissance.lehavre.free.fr/>

- Contact régional : [contact-hautenormandie@ml.adoc-france.org](mailto:contact-hautenormandie@ml.adoc-france.org)
  - Rouen : Isabelle Plouchard, [isabelle.plouchard@laposte.net](mailto:isabelle.plouchard@laposte.net) - 02 35 62 22 08
  - Eure : Robin Branchu, [gorgeroige@hotmail.fr](mailto:gorgeroige@hotmail.fr)
  - Le Havre : Stéphane Madelaine, [stephane.madelaine@gmail.com](mailto:stephane.madelaine@gmail.com) – 02 35 42 55 04
- Le Havre Décroissance, [decroissance.lehavre@laposte.net](mailto:decroissance.lehavre@laposte.net)

# Élections régionales en Haute-Normandie



## La Haute-Normandie

### Actrice d'un alter-développement politique, social et écologique

Le bilan de la victoire écrasante de la gauche aux régionales en 2004 risque fort d'être amer. Si des actions très positives ont pu être menées dans certaines régions (rénovation des lycées, gratuité des livres scolaires, développement du TER, de la formation professionnelle, etc.), force est de constater que la gestion régionale, manquant de moyens et de volonté politique, obéit trop souvent soit à des considérations locales, au détriment de la construction coordonnée d'un projet politique soit à une politique à vocation libérale.

Cette approche conduit souvent à dépolitiser les enjeux de la gouvernance régionale. Pourtant, les régions peuvent mettre en œuvre ensemble un projet de transformation sociale commun, radical appliquant des politiques sociales, écologistes et altermondialistes. Une autre politique, véritablement en rupture, est donc possible.

La région Haute Normandie a persisté ces dernières années à poursuivre le maintien d'une politique axée sur son histoire industrielle.

Le schéma économique régional de 2004 n'a pas eu l'audace de mettre en avant les enjeux environnementaux pourtant cruciaux pour les décennies à venir. La région n'a proposé aucun critère d'exigence environnementale notamment pour la réduction de l'empreinte écologique dans sa politique de financement des entreprises.

La pression écologique s'est accentuée au cours de ces dernières années sur le territoire.

Le mythe de la « croissance toute » défendu par les partis dominants ont occulté les limites des ressources physiques et énergétiques tant au niveau régional que national au détriment d'une véritable politique écologique et sociale.

La Haute-Normandie recense au 3ème trimestre 2009 10,2 % de demandeurs d'emploi malgré les promesses libérales (contre 7,6% début 2008!).

Créés autour de la question de l'aménagement du territoire, chefs de file en matière de développement économique, les Conseils Régionaux doivent être les acteurs d'un alter-développement politique, social et écologique, et doivent pour cela bénéficier de nouvelles prérogatives (et des financements adaptés). La logique et les valeurs des PNR (Parcs Naturels Régionaux) doivent irriguer toute la politique régionale en permettant la relocalisation d'une économie au service de l'Homme.

# Projet citoyen et politique pour les élections régionales



Dans le cadre des élections régionales, nous proposons une série d'uto-pistes pour une Décroissance sereine, soutenable et conviviale en Haute-Normandie.

Ces propositions s'articulent principalement autour de quatre grandes thématiques : la relocalisation, la gratuité du bon usage allié au renchérissement du mésusage, le ralentissement et la convivialité.

**1 MENAGER LE TERRITOIRE** au service des individus. Préserver et restaurer les milieux naturels. Améliorer la **coopération ville campagne** dans le sens de la revitalisation du tissu rural. Soutenir l'émergence de villes lentes s'orientant vers la transition écologique. **Promouvoir le bon usage des biens communs et limiter leur mésusage** à l'échelon individuel et collectif. Faire évoluer le rapport à la propriété pour un partage équitable des richesses.

**2 FAVORISER LE TRANSPORT REGIONAL** par une politique tarifaire incitative **allant dans le sens de la gratuité**, mise en place d'abonnement sur quotient familial, privilégier les transports doux (vélo, marche à pied) ou collectifs notamment TER. Développer des sites de co-voiturage et de voitures partagées. Soutenir la mise en place de parkings à vélo et de pistes cyclables. Développer la vidéo conférence pour limiter les déplacements (voiture, TGV). Réduire les vitesses en ville à 30 ou 40 km/h. **Orienter ses crédits des TGV vers la gratuité des transports urbains de proximité.** Favoriser l'implantation du feroutage et soutenir les collectivités cherchant à limiter les transports par camion. **Faciliter la possibilité d'habiter à proximité de son lieu de travail (10 km).**

**3 DEVELOPPER UNE AGRICULTURE PAYSANNE** qui protège l'environnement et enrichit la vie rurale, favorisant la mise à disposition de terres. Soutien à la création d'une filière régionale de **maraîchage** et viande en élevage extensif labellisées par la constitution de plateformes et de circuits de distribution via les coopératives. Favoriser le développement des **cantines bio dans les lycées et les collectivités.** Développer les **circuits courts** en soutenant les **jardins partagés**, les groupements de consommateurs, les **AMAP** et la vente directe. Nous sommes favorables à l'achat de terre permettant l'installation de paysans et pour la constitution de réserves foncières via les collectivités ou la création d'un établissement public foncier régional. **Inciter à la diminution de consommation de viande.**

**4 ECONOMISER LES RESSOURCES** énergétiques en favorisant l'expérimentation locale, associative et collective. **Encourager le bon usage** (isolation, arrêt du chauffage électrique) et la **production locale d'énergie.** Mettre en œuvre des plans de réductions énergétiques notamment dans les lycées, agir pour le recyclage et le tri à la source des déchets organiques par la promotion du compostage individuel et collectif. Nous sommes pour un soutien aux collectivités exerçant une **gestion publique de la ressource en eau**, et favorable à l'expérimentation **d'une gratuité dans la limite d'un bon usage** (pour l'eau, le gaz et l'électricité). Nous ferons en sorte que l'institution régionale soit exemplaire dans l'application des principes de réduction d'empreinte écologique des établissements de sa responsabilité.

**5 SOUTENIR ET CONDITIONNER LA POLITIQUE AUX ENTREPRISES À DES EXIGENCES ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES** selon des critères précis : activités participant à la **relocalisation de l'économie**, s'appuyant sur des circuits courts de distribution et favorisant la diversification; activités mettant en œuvre des méthodes de **production respectueuses de l'environnement**, expérimentant de nouvelles formes d'organisations sociales participatives (**coopératives**) et **privilégiant le financement local des activités.** Pour impulser et soutenir le modèle économique et écologique que nous défendons, des aides pourront être accordées aux entreprises en difficulté pour maintenir l'emploi ainsi qu'aux entreprises en devenir à la condition qu'elles considèrent **l'humain avant le capital** (contrôle par les salariés et les usagers, démarches autogestionnaires) et respectent l'environnement. Nous refuserons les subventions aux entrepreneurs qui font des profits et suppriment des emplois par des recours en justice. Soutenir en priorité **l'économie sociale et solidaire.**

**6 FAVORISER LA DECROISSANCE DES DECHETS** par la taxation des sur-emballages, des portions individuelles. Promouvoir la mise en place de toilettes sèches, **de zones de compostage** dans les quartiers où des **jardins potagers** sont développés et création de services publics pour les gérer. Nous engagerons un grand plan de réduction des rejets de méthane dans les décharges, ainsi que la limitation du recours à l'incinération, vers son interdiction. Dans les lycées, nous interdirons les produits d'entretiens chimiques au bénéfice **d'une filière « verte » et de nouvelles méthodes de nettoyage** respectueuses de l'environnement, des utilisateurs et des usagers.

**7 SECURISER LES PARCOURS DE VIE** par une défense des services publics (la poste, la santé, l'école, les transports) et la mise en place d'une **dotation d'autonomie universelle**. Cette dotation universelle pourra prendre la forme d'un accès gratuit - dans la limite du bon usage – aux services publics collectifs de compétence régionale comme les transports, la formation et la culture. Nous proposerons aux autres régions d'accueillir une conférence nationale sur la **limitation des revenus et la lutte contre l'agression publicitaire**.

**8 ORIENTER LA FORMATION PROFESSIONNELLE** en faveur de la **reconversion des licenciés du secteur industriels**. Nous veillerons à **l'arrêt du financement** de la formation pour les grosses entreprises sauf à ce qu'elles s'engagent dans une transition ou une reconversion vers les modèles économiques coopératifs et respectueux de l'environnement. Nous soutenons la revalorisation des métiers manuels.

Nous ferons en sorte que des conférences régionales et des **universités populaires** favorisent la diffusion de **la culture coopérative**, de l'habitat partagé et des finances solidaires. Nous sommes pour orienter les fonds publics régionaux des lycées privés vers les établissements publics. Pour les formations actuellement dispensées dans des structures privées, associatives ou alternatives nous soutiendrons la mise en place de conventions avec les institutions publiques. En ce qui concerne les personnels des régions nous **refusons la précarité** et oeuvrerons pour leur titularisation. Nous sommes favorables à l'accueil **d'expérimentations pédagogiques** visant à améliorer les conditions et la qualité de l'enseignement.

**9 SOUTIEN AUX ALTERNATIVES** basées sur les échanges conviviaux par la création de **monnaies locales** et régionales, monnaies fondantes, systèmes d'échanges locaux, groupements d'achats et **banques du temps**. Nous sommes pour une croissance de la richesse des rapports humains en soutenant la transmission des savoir-faire traditionnels locaux, les initiatives d'auto-construction ainsi que **l'habitat partagé, les éco-quartiers et les éco-hameaux**.

**10 PERMETTRE L'IMPLICATION DES CITOYENS** dans les instances de démocratie réellement participative via la participation des associations citoyennes et politiques, l'organisation de rencontres et de débats utiles à l'élaboration des décisions et au contrôle de leurs applications (bilan de mandat, réunions obligatoires). Soutenir la mise en place de **médias locaux indépendants sans publicités**. Nous voulons un **contrôle des comptes et la définition** d'un statut de l'élu.

**11 POUR UNE DECROISSANCE CONVIVIALE** privilégiant les associations, les initiatives citoyennes, la mise en place d'ateliers de rencontres, d'échanges de connaissances et de savoir-faire dans les domaines de l'artisanat, du jardinage, de la culture. Inciter des projets d'éducation pour l'apprentissage du "vivre mieux" avec moins. Nous favoriserons **les expérimentations pédagogiques** (lycées autogérés), la découverte des langues régionales (celles de la région et celles des autres) et étrangères. Nous organiserons des conférences sur les **innovations sociales et écologiques, les expériences alternatives**. Nous encouragerons les lieux alternatifs communs (bibliothèques, lieux Internet, lieux de réunions, lieux de jeu...). Proposer des alternatives de vacances dans notre propre région afin que les Haut Normands diminuent leurs déplacements et leurs empreintes écologiques

Nous voulons favoriser la **réduction du temps de travail** avec la mise en place d'une bourse pour la mutualisation des emplois (emplois partagés à compétences équivalentes pour un même poste).